

LE JOURNALISTE RIVOIRE DÉFENSEUR DE LA THÈSE DU «QUI-TUE-QUI ?»

Devant le tribunal le 1^{er} octobre

Jean-Baptiste Rivoire comparaitra le 1^{er} octobre prochain devant le tribunal correctionnel pour violences volontaires préméditées sur la personne de Didier Contant. C'est ce qu'a fait savoir Rina Sherman, compagne de Didier Contant et auteur du livre *Le Huitième mort de Tibhirine*.

Nawel Imès - Alger (Le Soir) - Cette dernière estime qu'«avec ce renvoi devant la juridiction correctionnelle, on va pouvoir désormais parler de l'affaire Rivoire». C'est elle qui avait porté plainte et s'est constituée partie civile.

Elle considère que «l'information judiciaire a aujourd'hui totalement confirmé les faits dénoncés à l'encontre de Jean-Baptiste Rivoire».

Les faits remontent à 1996 lorsque les deux journalistes Rivoire et Contant enquêtaient tous deux sur

la mort, en 1996, des moines de Tibhirine.

En janvier 2004, Didier Contant était sur le point de proposer au *Figaro Magazine*, un second article contredisant les thèses soutenues par Rivoire. Il affirmait que les moines avaient été assassinés par le GIA et avait recueilli des témoignages allant dans ce sens. L'enquête de Rivoire, quant à elle, reposait en grande partie sur les déclarations d'un sous-officier déserteur de l'armée algérienne, qui mettait en cause cette dernière dans l'assas-

sinat des moines. Pour empêcher toute nouvelle publication de son confrère, Jean-Baptiste Rivoire a contacté les rédactions parisiennes, en se réclamant de sources dignes de foi, pour accuser, ni plus ni moins, Didier Contant d'être un agent des services secrets algériens et français.

Didier Contant n'a pas supporté d'être ainsi calomnié et mis en cause dans son intégrité professionnelle. Sa campagne estime que son confrère Rivoire est responsable de sa mort.

N. I.



Jean-Baptiste Rivoire.

VISITE DE LA CMODH EN ALGÉRIE

La LADDH de M^e Bouchachi se démarque et dénonce

La Coordination maghrébine des organisations des droits de l'homme (CMODH), dont une délégation du secrétariat permanent séjourne en Algérie, essuie une réaction de dénonciation pour le moins virulente de la part de la Ligue algérienne de la défense des droits de l'homme en Algérie (LADDH), version M^e Mostefa Bouchachi.

Sofiane Aït-Ifllis - Alger (Le Soir) - Dans un communiqué rendu public hier et paraphé par M^e Mostefa Bouchachi, la LADDH s'est, en effet, démarquée de la démarche initiée par la Coordination maghrébine des droits de l'homme par sa visite à Alger.

«En rencontrant l'ancien président (M^e Hocine Zehouane, précise le secrétaire général de la ligue) qui vient de rejoindre l'Organisation arabe des droits de l'homme gérée par El-

Kadhafi, la Coordination a pris une direction que la LADDH dénonce avec fermeté», écrit la LADDH. Joint, hier, le secrétaire général de la ligue a indiqué que l'Organisation arabe des droits de l'homme a été créée cette année sous l'égide de la fondation Kadhafi qui, donc, la gère. La LADDH accuse, par ailleurs la CMODH de devenir un instrument entre les mains de son coordinateur, le Marocain Abdelhamid Amine. «La LADDH regrette que le bureau

actuel de la Coordination maghrébine des droits de l'homme soit devenu un instrument entre les mains du coordinateur actuel, en violation de l'esprit fraternel qui a animé la constitution de cette organisation», souligne encore la LADDH. Rappelons qu'une délégation du secrétariat permanent de la CMODH a animé dimanche une conférence de presse lors de laquelle elle a fait part de l'intention de la Coordination d'organiser des sit-in pour demander l'ouverture des frontières algéro-marocaines.

En cela, la Coordination est parfaitement en phase avec les autorités marocaines qui ont déjà formulé la même demande.

S. A. I.

REVALORISATION DES INDEMNITÉS

La Fonction publique donne son quitus pour une trentaine de ministères

Le directeur général de la Fonction publique (DFPG) a donné son accord aux propositions formulées par les secrétaires généraux d'une trentaine de ministères relatives aux indemnités. L'accord a été conclu hier lors d'une rencontre qui s'est tenue au siège de la Direction générale de la Fonction publique, sise au boulevard Souidani -oudjemaâ, à Alger.

Abder Bettache- Alger (Le Soir) - Selon des sources sûres, la rencontre a eu lieu en début d'après-midi et a eu pour principal

ordre du jour l'examen des questions relatives aux indemnités des fonctionnaires d'une trentaine de ministères, dont les employés relèvent du régime de la Fonction publique.

Pour rappel, avant cette énième rencontre, les ministères concernés ont conclu des accords avec les représentants des travailleurs des secteurs concernés dont ceux de l'enseignement supérieur, de la santé, de l'éducation, des collectivités locales, des corps spécifiques, des impôts et des finances, entre autres.

L'accord conclu hier

porte essentiellement sur la revalorisation des indemnités en fonction des spécificités de chaque statut particulier.

En d'autres termes, il s'agit d'une nouvelle grille de salaires calculés sur la base du nouveau salaire de base (SNMG). «Nous avons établi un même point indiciaire, de 45 DA, pour tous les fonctionnaires. Nous avons donc aujourd'hui un levier pour éviter les écarts entre les salaires de même niveau et leur tassement. Cette valeur unique du point indiciaire est voulue comme levier principal pour toute augmentation salariale», a indiqué une source proche du dossier.

Pour cette dernière, l'accord final sera conclu à l'oc-

casion de la prochaine tripartite dont la date de sa tenue fixée conjointement entre les différents partenaires sociaux et le gouvernement. Toutefois, il n'en demeure la prochaine revalorisation des indemnités ne peut être effective qu'une fois que les trois partenaires (gouvernement-UGTA et patronat) tombent d'accord sur le taux de la revalorisation du salaire national minimum garanti (SNMG).

Pour rappel, les revalorisations des indemnités sont calculées sur la base du salaire de base du fonctionnaire. Le DGFP explique notre source «ce n'est qu'une fois finalisés, les statuts particuliers seront soumis à une commission ad hoc qu'installera la fonction publique pour s'assurer de leur cohérence avec le statut général. Les augmentations des salaires n'interviendront donc qu'après adoption des statuts particuliers de chaque catégorie de fonctionnaires. Il faut laisser le temps au temps et voir les choses avec beaucoup de

sérénité. Le nouveau système de rémunération dans la fonction publique n'est donc pas achevé et c'est pourquoi il ne faut pas tirer des conclusions trop hâtives», explique-t-on.

Il est à rappeler que la nouvelle grille salariale, introduite par le nouveau statut dans la fonction publique, offre aux salariés une augmentation moyenne de salaire comprise entre 20 et 25%.

Les chiffres officiels estiment que cette augmentation générale des salaires coûtera au pays 130 milliards de dinars, soit 17,5% du montant global versé aux fonctionnaires qui s'établissent actuellement à 750 milliards de dinars.

Il est utile d'ajouter que la mise en oeuvre de la grille indiciaire, issue du nouveau système de classification et de rémunération des fonctionnaires, se traduit par une incidence financière de l'ordre de 110 milliards de dinars.

A. B.

PROGRAMME NATIONAL
DE DÉVELOPPEMENT

RURAL AGRICOLE

Les bénéficiaires
menacés
de liquidation

Plus de trois cents cadres agricoles, bénéficiaires du Programme national de développement rural agricole (PNDA), sont menacés par le liquidateur de la Générale des concessionnaires agricoles (GCA) depuis une année.

Ces derniers ont sollicité, à maintes reprises, la tutelle qui n'a jamais répondu à leur appel. Certains agriculteurs sont déjà en liquidation. «Nous sommes parmi ceux qui ont contribué à la production des 65 millions de quintaux de blé pour cette année et voilà comment ils nous récompensent», tonnent les protestataires, réunis hier, devant le ministère de l'Agriculture et du Développement rural. Leur revendication : l'effacement de leurs dettes.

En 2002, ces jeunes investisseurs issus de différentes wilayas ont bénéficié de matériel agricole. Seulement, ils n'ont eu droit qu'à des cartes d'agriculteurs assimilés, délivrées par les Chambres d'agriculture. C'est justement cette «profession assimilée» qui leur pose problème. «En février dernier, le président de la République avait annoncé une décision qui porte sur l'effacement des dettes de tous les fellahs, alors que nous détenons des cartes d'agriculteurs assimilés», expliquent-ils.

Et de rappeler qu'en 2001, l'ancien ministre de l'Agriculture avait signé une décision ministérielle stipulant que les agriculteurs assimilés, eux aussi, ont les mêmes droits que les agriculteurs.

Une décision qui, selon eux, n'a jamais figuré dans le *Journal officiel*. Plus tard, «l'actuel premier responsable du secteur, Rachid Benaïssa, avait déclaré que nos dossiers sont en cours d'étude au niveau du ministère des Finances», poursuivent-ils.

Cependant, les intéressés assurent qu'aucun dossier n'a été transmis à cette institution.

Rym Nasri

AVIS DÉCÈS

Les familles Belkhir et Mekious d'Alger, de Guenzet et de Blida ont la douleur d'annoncer le décès de **Si Hadj Tahar Belkhir**, à l'âge de 90 ans, survenu ce lundi 28 septembre.

La levée du corps se fera de son domicile sis 134, boulevard Mohamed-Belouizdad (ex-Belcourt).

A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons.